

Préparation du Conseil européen de printemps 12/03/2014

Monsieur le Président, M. Barroso ne s'intéresse pas à nos débats. Il s'agit pourtant de son dernier Conseil européen de printemps et je ne peux que m'en réjouir, car le président Barroso n'a manifestement pas compris à quoi servait un Conseil européen de printemps.

Un Conseil européen de printemps, ça ne peut pas servir à mettre en œuvre un semestre européen qui ne soit qu'un semestre d'austérité. Cela ne peut pas servir à mettre en œuvre un semestre européen qui ne voit pas la fracture sociale qui existe, aujourd'hui, en Europe après dix ans de mandat de M. Barroso. Cela ne peut pas servir à mettre en œuvre un semestre européen qui dit qu'il faut des indicateurs sociaux et qui n'en tire aucune conséquence. Cela ne peut pas servir à mettre en œuvre un semestre européen qui pense que les prévisions de croissance sont satisfaisantes et qui considère que la stratégie Europe 2020 est un succès, alors même que tous les indicateurs sont au rouge et qu'aucun des objectifs de cette stratégie ne seront atteints.

Il est temps de changer de majorité. Il est temps de changer de Commission pour mettre en œuvre une vraie stratégie européenne, qui nous permette d'avoir une vision globale, qui nous permette de relancer, en priorité, l'investissement public et privé, et qui nous permette de refaire de l'emploi une vraie priorité. Pour cela, M. Barroso, paradoxalement, a eu une intuition, il y a maintenant presque sept ans, lorsqu'il a défini l'idée d'une stratégie européenne de l'énergie. Pourtant, on voit bien à quel point il a été incapable de la mettre en œuvre.

Nous sommes, aujourd'hui, au cœur de cette fracture énergétique au sein de l'Union européenne, de cette absence de pilotage. M. Barroso nous parle de renaissance industrielle, mais qu'a-t-il fait pour que l'énergie soit le fer de lance de cette renaissance industrielle? Le projet était là, à portée de main, mais il fallait un peu de volontarisme politique et de leadership, ce dont il s'est montré incapable.

Nous devons mettre en œuvre cette communauté européenne de l'énergie qui nous permette de créer de nouveaux emplois partout en Europe et je ne peux que me réjouir de ce que, peut-être, l'absence de M. Juncker au Conseil européen permettra d'avancer sur la fiscalité de l'énergie pour remettre la finance au service de cette stratégie commune dont nous avons besoin.